

## Les clubs Federico García Lorca dans la région liégeoise

Maïté MOLINA MÁRMOL

Cet article se nourrit des résultats d'une recherche consacrée à l'histoire, la mémoire et l'héritage des organisations communistes espagnoles en région liégeoise. Les clubs Federico García Lorca (FGL), qui ont longtemps servi de couverture au Partido Comunista de España (PCE) en Belgique, en constituent le sujet principal<sup>1</sup>. Avant de poser quelques points de repère concernant l'histoire de ces organisations, il est nécessaire de souligner que cette recherche ne portait pas spécifiquement sur le militantisme des femmes au sein des structures du FGL et du PCE. Cette question a émergé de l'enquête de terrain, principalement fondée sur la consultation d'archives et sur la réalisation d'une série d'entretiens.

### Sources et méthode

Les archives du club FGL de Bruxelles, conservées au Centro de Documentación de la Emigración Española (CDEE, Fundación Primero de Mayo de Madrid), constituent la source archivistique principale de ce travail<sup>2</sup>. Parallèlement, la collecte de documents, de photographies et d'objets conservés par les particuliers a été entreprise, afin de constituer un premier fonds d'archives des clubs FGL de la région liégeoise<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> M. MOLINA MÁRMOL, « *Demain l'Espagne...* », *Histoire, mémoire et héritage des clubs Federico García Lorca en région liégeoise*, Mém. lic., Information et Communication, Université de Liège, 2006.

<sup>2</sup> CDEE, *Fondo del club García Lorca de Bruselas* (inventaire réalisé en 2001).

<sup>3</sup> Il semble que les dirigeants communistes espagnols de Liège se soient moins soucieux de conserver l'histoire et la mémoire de leurs organisations que ceux de Bruxelles. Les archives du principal club FGL de la région liégeoise se limitent aux sept dossiers conservés par l'administrateur délégué actuel, M. Cayin Carbonero.

La partie centrale de l'enquête de terrain est constituée d'une campagne d'entretiens semi-directifs, complétée par quelques observations participantes<sup>4</sup>. La perspective dans laquelle ont été menés ces entretiens se situe à la croisée de l'histoire orale et de l'enquête ethnosociologique<sup>5</sup>. L'entretien est d'abord appelé « en renfort », pour compléter les informations fournies par les archives, pour enrichir d'une nouvelle perspective – celle des individus – l'histoire reconstituée. D'un point de vue pratique, le travail sur archives et la réalisation des entretiens se nourrissent réciproquement : la recherche se construit dans un mouvement d'aller-retour de l'un à l'autre<sup>6</sup>. Mais s'il s'agit d'abord d'utiliser l'entretien pour « reconstituer des faits », la seconde dimension de l'étude – l'interrogation sur la mémoire – invite à se pencher sur le domaine des représentations, auquel donne accès de façon privilégiée la méthode de l'entretien non directif<sup>7</sup>. Ce second usage de l'entretien prend sens dans le cadre plus large d'une enquête de terrain « qui lui donne un cadre de référence et lui fournit des points de références et de comparaison »<sup>8</sup>. Or, l'entretien, selon qu'il est envisagé dans la perspective de l'histoire orale ou de l'enquête ethnosociologique, ne poursuit pas les mêmes objectifs, n'obéit pas à des conditions de validité identiques et ne partage pas les mêmes enjeux<sup>9</sup>. Il n'empêche que la conciliation des deux perspectives au sein d'un même entretien est possible, à condition de réfléchir à la méthode au préalable et de travailler l'équilibre entre les deux optiques<sup>10</sup>.

Pour conclure ces quelques remarques introductives, il reste à expliciter les limites de la recherche. D'une part, le travail présenté porte sur la région liégeoise et plus précisément sur certaines communes ouvrières de l'arrondissement de Liège – Cheratte, Herstal, Liège, Seraing – où la présence espagnole était importante, ainsi

<sup>4</sup> Trente-trois entretiens ont été réalisés entre décembre 2004 et juillet 2005.

<sup>5</sup> Sur l'expression « enquête ethnosociologique » : D. BERTAUX, *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 1997, p. 22-23.

<sup>6</sup> I. MERLE, « Des archives à l'entretien et retour : une enquête en Nouvelle Calédonie », *Genèses*, 36, septembre 1999, p. 116-131.

<sup>7</sup> S. DUCHESNE, « Entretien non-préstructuré, stratégie de recherche et étude des représentations. Peut-on déjà faire l'économie de l'entretien non-directif en sociologie ? », *Politix*, 35, 1996, p. 190. L'entretien s'inscrivant dans la perspective de l'enquête ethnosociologique fait l'objet de différentes désignations : entretien approfondi, entretien semi-directif, entretien non directif, entretien non préstructuré, entretien ethnographique, etc. Il ne s'agit pas ici de discuter les nuances que revêtent ces différents termes mais plutôt de souligner leur convergence sur l'attention apportée au contexte de l'entretien.

<sup>8</sup> S. BÉAUD, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, 35, 1996, p. 233.

<sup>9</sup> « Archives orales et entretiens ethnographiques. Un débat entre Florence Descamps et Florence Weber, animé par Bertrand Müller », *Genèses*, 62, mars 2003, p. 93-109.

<sup>10</sup> Afin d'éviter que les interviewés ne mélangent leur histoire personnelle et le discours sur l'histoire du parti, nous avons choisi de poser la question suivante : « Pourriez-vous commencer par me parler de votre implication militante ? ». Il s'agissait de considérer notamment l'inscription du militantisme personnel dans une histoire familiale et le renvoi à « l'événement-référence » constitué par la guerre civile espagnole (voir E. TÈMIME, *1936, la guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, Complexe, 1986, p. 141).

que sur la ville de Verviers<sup>11</sup>. Le centre des villes constitue généralement un point d'attraction pour les immigrés et Liège ne déroge pas à la règle. Par ailleurs, une partie importante des immigrés espagnols arrivés en région liégeoise dans le cadre du traité bilatéral de 1956 est concentrée dans la ville de Cheratte qui accueille une cité minière. Au cours des années soixante, les secteurs d'emploi de la main-d'œuvre espagnole se diversifient et les immigrés espagnols connaissent une évolution sociale qui leur permet de quitter le centre-ville pour s'installer en périphérie. Ils s'installent notamment à Herstal, où se trouve la Fabrique nationale d'armes, et à Seraing, lieu d'implantation de l'industrie sidérurgique et métallurgique Cockerill (aujourd'hui Arcelor-Mittal).

D'autre part, cette recherche se centre sur la période de l'après-guerre. En effet, l'exil consécutif à la fin de la guerre civile espagnole n'a eu que peu d'impact en Belgique : seuls 793 Espagnols se sont installés sur le territoire belge entre 1935 et 1939<sup>12</sup>. Si certains militants et responsables de la gauche espagnole, fuyant la dictature de Primo de Rivera, sont présents en Belgique dès les années vingt, les partis progressistes – socialiste et communiste, principalement – ne s'organisent qu'après la Deuxième Guerre mondiale, pour véritablement se développer avec l'arrivée de l'immigration « économique » dès la fin des années cinquante et surtout dans les années soixante.



Des femmes, bien habillées, voire endimanchées, prennent part à une manifestation à Liège. L'une d'elles, au centre, a fait au préalable quelques emplettes, mêlant ainsi activités domestiques et revendications politiques (cliché Centro de Documentación de la Emigración Española, Madrid).

<sup>11</sup> Voir les données de l'Office des étrangers, Service public fédéral intérieur (7 avril 2006), *Statistiques Population étrangère/Nationalités par arrondissement (détail par commune)*, [www.dofi.fgov.be/fr/statistiek/statistiques\\_etrangers/Stat\\_ETRANGERS.htm](http://www.dofi.fgov.be/fr/statistiek/statistiques_etrangers/Stat_ETRANGERS.htm). En 2006, les principaux lieux de concentration de la population espagnole en province de Liège sont encore Liège (33,4%), Herstal (10%), Verviers (7,7%) et Seraing (5,6%).

<sup>12</sup> M. J. SANCHEZ, « Les Espagnols en Belgique au XX<sup>e</sup> siècle », A. MORELLI (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Couleurs livres, 2004, p. 279.

Notre étude ne porte donc pas sur le militantisme des exilées politiques *sensu stricto* mais sur celui des immigrées « économiques » des Trente glorieuses. Il est cependant nécessaire de préciser qu'avec l'installation du régime franquiste, qui se maintient pendant près de quarante ans, la répression se prolonge dans le temps et la frontière traditionnellement tracée entre « exilés politiques » et « immigrés économiques » se fait bien souvent floue<sup>13</sup>. De plus, les associations telles que le FGL entreprennent de tisser les liens entre exilés et immigrés, permettant d'une part aux partis de la gauche espagnole de développer leurs activités et d'élargir leur audience et mettant à mal, d'autre part, l'image d'immigrés « économiques » politiquement inactifs.

#### Bref historique du PCE et des clubs Federico García Lorca en Belgique

Issu des factions pro-bolchéviques des mouvements socialiste et anarchiste espagnols de l'époque de la révolution russe, le PCE connaît son apogée avec la guerre civile (1936-1939). Il devient par la suite le parti le plus durement réprimé par la dictature franquiste : condamné à la clandestinité dès 1939, il sera le dernier parti à être légalisé, en avril 1977, lors de la transition démocratique en Espagne. Le PCE qui s'organise dans l'exil constitue dès 1940 une sorte d'organisation pour émigrés, sa base arrière étant disproportionnée par rapport à l'appareil clandestin de l'intérieur. Dès 1944, les membres de la direction du PCE, revenant d'Union soviétique ou d'Amérique latine, choisissent de s'installer en France, à Toulouse puis à Paris. Le début de la guerre froide constitue une période difficile pour le PCE dont la presse et la plupart des organisations connexes sont interdites en France dès septembre 1950.

Condamné à l'illégalité en Espagne, en France et en Allemagne, c'est en Belgique que le PCE choisit d'imprimer dès 1951 son organe, *Mundo Obrero*, dans les locaux du *Drapeau rouge*, le journal du Parti communiste belge (PCB)<sup>14</sup>. Le véritable processus d'organisation du parti date cependant de la création du FGL de Bruxelles en 1954. Mis en place par des exilés communistes espagnols avec l'aide de Belges, anciens des Brigades internationales, le FGL constitue le cadre dans lequel se développe le PCE en Belgique. Sous le couvert d'une asbl qui promeut l'amitié belgo-espagnole, le FGL sert de siège aux communistes qui se sont séparés de la structure unitaire de l'Agrupación Republicana Democrática Española (ARDE)<sup>15</sup>. A Liège, c'est dans le même mouvement de rupture avec l'Agrupación Republicana Española de Lieja (AREL, équivalent liégeois de l'ARDE) que se constitue le FGL en 1959.

L'action de ces organisations déborde toutefois rapidement le cadre politique et les FGL deviennent des lieux de formation, d'entraide et de socialisation pour les immigrés

<sup>13</sup> Voir à ce sujet dans ce même volume l'article d'Ana FERNÁNDEZ ASPERILLA.

<sup>14</sup> M. J. SÁNCHEZ, *Histoire du Parti communiste espagnol en Belgique sous le franquisme*, Mém. lic. Sciences politiques, 1987, p. 71-72.

<sup>15</sup> M. J. SÁNCHEZ, « Les Espagnols en Belgique au XX<sup>e</sup> siècle », *op. cit.*, p. 285. L'ARDE, présidée par Federic Escofet – un délégué catalan du gouvernement républicain en exil – aurait vu le jour en septembre 1944 (Chr. HEREDIA SÁNCHEZ, *L'exportation de la guerre civile espagnole en Belgique*, Mém. lic. Histoire, ULg, 2002, p. 41). L'ARDE est une organisation se réclamant de l'idéal républicain, dont l'objectif est de rassembler les différentes forces progressistes espagnoles – principalement anarchistes, communistes et socialistes – afin de lutter contre le régime franquiste.

espagnols et leurs familles. S'y organisent des activités culturelles (pièces de théâtre, concerts, expositions, cours de langues), récréatives (groupes sportifs, principalement de football) et festives, ces dernières revêtant une importante dimension folklorique. Ces activités sont destinées à rassembler la communauté espagnole mais aussi à attirer les immigrés qui arrivent en masse dès le début des années soixante. Amorcée après la Deuxième Guerre, l'arrivée de travailleurs espagnols en Belgique s'accélère après le traité bilatéral du 28 novembre 1956, signé après la catastrophe du Bois-du-Cazier et l'interruption consécutive de l'envoi de travailleurs italiens. L'immigration espagnole devient massive au début des années 1960 et revêt alors une importante dimension illégale, les immigrés entrant sur le territoire belge avec un passeport de touriste et régularisant leur situation *a posteriori*<sup>16</sup>. Bien que ceux-ci soient pour la plupart dénués de culture politique, ils se montrent sensibles à l'antifranquisme.

A Liège, le FGL connaît rapidement un processus de décentralisation et de nouveaux clubs voient le jour dans différents lieux d'implantation de la communauté espagnole – Verviers, Seraing, Herstal. Bien que les activités et les fins poursuivies par ces clubs soient pratiquement identiques, ce n'est qu'en 1984 que les différents FGL de Belgique se rassemblent sous le couvert d'une fédération nationale<sup>17</sup>.

Les objectifs du PCE et des FGL ont évolué entre-temps. Après la chute de la dictature et la prise de conscience de l'installation dans le pays d'accueil d'une importante partie des immigrés, les organisations communistes espagnoles en Belgique se rendent compte de la nécessité de travailler sur la condition de l'immigré et d'amplifier la lutte – vis-à-vis tant du pays d'accueil que du pays d'origine – pour la défense et l'obtention de leurs droits. Cette évolution est l'un des cadres dans lesquels il faut interroger le militantisme féminin dans les structures communistes espagnoles, puisqu'elle éclaire partiellement les différences intergénérationnelles dans l'implication des femmes<sup>18</sup>. La place occupée par les femmes au sein du PCE et du FGL sera néanmoins envisagée avant d'adopter cette perspective diachronique. Le PCE et le FGL constituant des sujets particulièrement appropriés pour questionner le

<sup>16</sup> Elle s'élèverait à une moyenne de 51,5% pour la période 1960-1969 – l'immigration clandestine n'étant pas prise en compte. J. BABIANO et A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *El fenómeno de la irregularidad en la emigración española de los años 60*, Madrid, CDEE, Documento de Trabajo 3/2002, p. 3.

<sup>17</sup> Statuts de la Fédération nationale des clubs Federico García Lorca de Belgique et des Communautés, dite « Fédé Lorca », *Moniteur belge*, 11 avril 1985 (archives personnelles de Cayin Carbonero Pereira).

<sup>18</sup> Nous utilisons ici la notion de « génération » au sens propre, pour désigner les degrés successifs de filiation dans une lignée. C'est le sens utilisé dans les études sur les migrations depuis les années 1970 : l'expression « première génération » désigne ainsi les personnes qui ont quitté leur pays pour s'installer dans un autre, celle de « deuxième génération » se rapporte à leurs enfants. Or cet usage du terme prête à confusion car il sous-entend que la deuxième génération a connu l'expérience migratoire en tant que telle, ce qui n'est pas toujours le cas. Quant à l'expression de « troisième génération » elle est complètement erronée car les petits-enfants des immigrés sont nés dans le pays d'accueil. L'usage de ces expressions étant cependant largement répandu et leur sens communément accepté, nous les utiliserons comme telles. Cet article porte spécifiquement sur les première et deuxième générations de la vague migratoire dite « économique ».

rapport entre militantisme politique et associatif, il s'agira enfin d'analyser ce rapport à la lumière du stéréotype selon lequel le militantisme politique constituerait une activité spécifiquement masculine.

#### Les militantes au sein du PCE et du FGL. Des structures pour « attirer les femmes »

Il semble que le PCE se soit d'emblée préoccupé de la place des femmes dans ses structures. Rappelons que l'Espagne a accordé le droit de vote aux femmes en 1931. La même année, les premières députées – Clara Campoamor, Victoria Kent, Margarita Nelken – siègent au Parlement et lors de l'élection du Frente Popular en février 1936, Dolores Ibárruri, membre des instances dirigeantes du PCE, entre à l'Assemblée des Cortés<sup>19</sup>.

Selon les témoignages, le PCE en Belgique est officiellement favorable à l'entrée des femmes en son sein. Cependant, alors que le taux de militance féminine oscille entre 25 et 30% selon les périodes<sup>20</sup>, très peu de femmes de la première génération ont l'occasion d'endosser des responsabilités au PCE. A Liège, seules deux ou trois d'entre elles occupent des postes dans les structures du parti<sup>21</sup>. Pour expliquer la faiblesse de cette présence dans les instances de décision, certains avancent que les femmes sont peu motivées à l'heure de prendre des responsabilités, ne serait-ce que par la difficulté de les concilier avec les tâches domestiques. Le problème, qui relève donc moins de la présence numérique des femmes dans les organes du PCE que du rôle qu'elles endossent, est pourtant plus complexe. En ce sens, il est intéressant de considérer les structures qui leur sont réservées.

Ainsi, lorsque ces femmes entrent au parti, on leur propose systématiquement de prendre en charge la « question féminine » : soit imaginer comment attirer les femmes au militantisme politique et prendre en compte leurs « problèmes spécifiques » (notamment les difficultés à concilier vie familiale et militantisme). Elles sont aussi chargées, depuis 1968, d'organiser chaque 8 mars la Journée de la Femme<sup>22</sup> qui se caractérise au FGL par une inversion des rôles – les hommes enfilant le tablier et se mettant aux fourneaux pour les femmes. Mais cette célébration de la Journée de la Femme semble ainsi relever davantage de la fonction cathartique du carnaval au moyen âge que de la reconnaissance d'une égalité quotidienne, l'inversion des rôles permettant d'autant mieux le maintien de l'ordre établi les 364 autres jours de l'année...

<sup>19</sup> Concernant Dolores Ibárruri, voir dans ce volume la contribution de Juan AVILÉS.

<sup>20</sup> M. J., SÁNCHEZ, *Histoire du PCE...*, p. 112.

<sup>21</sup> Nous avons eu l'occasion de rencontrer une seule d'entre elles : Carmen Pérez qui a siégé au Comité Comarcal (comité provincial) de Liège et a fait partie de la direction de la section du PCE de Herstal (entretien réalisé le 24 mars 2005). A titre indicatif, mentionnons que les effectifs du PCE en Belgique se chiffrent à 124 membres en 1961 et 406 en 1963. Liège et Bruxelles constituent alors les deux principaux pôles d'organisation du PCE en Belgique.

<sup>22</sup> María José Sánchez fait en effet remonter la célébration de la Journée de la Femme dans les organisations communistes espagnoles en Belgique à 1968 (*Histoire du PCE...*, p. 114).



Une fois par an, lors de la Journée internationale des femmes le 8 mars, il y a inversion des rôles et les hommes font la cuisine pour les femmes. Ici au club Federico Garcia Lorca de Liège (cliché Archives CFG, Liège).

Par ailleurs, pour attirer les femmes au PCE, les FGL constituent des instruments de prédilection, et plus particulièrement les Comités de Femmes qui s'y créent<sup>23</sup>. Ces structures permettent aux femmes d'entreprendre une activité militante se situant dans le prolongement de leurs activités quotidiennes. Il s'agit en effet d'exploiter leurs « compétences féminines » en leur demandant de réaliser les bouquets pour le premier mai, d'organiser les visites aux camarades malades, de faire du porte à porte pour récolter des fonds en soutien aux prisonniers politiques<sup>24</sup>, de cuisiner et réaliser la décoration pour les fêtes, etc.

Au PCE comme dans les FGL, la présence des femmes est ainsi cantonnée dans des instances spécifiques au sein desquelles les activités proposées se situent dans le prolongement des travaux traditionnellement désignés comme féminins et les problèmes discutés se centrent sur la condition féminine. Il s'agit de questionner dans quelle mesure la relégation des femmes dans ces structures constitue ou non un incitant au militantisme politique. En ce sens, il est nécessaire de se demander si leur présence dans ces structures est volontaire ou si elle relève plutôt de l'obligation. On en arrive ainsi à interroger l'influence de leur entourage sur ces femmes.

D'après les témoignages recueillis, si les hommes sont théoriquement en faveur de l'entrée des femmes au PCE, il se trouve que, dans la pratique, ils manifestent de

<sup>23</sup> La section féminine du FGL de Bruxelles est créée en 1964-1965 (*Ibid.*).

<sup>24</sup> La « *mujer de preso* » (femme de prisonnier) est elle-même une figure emblématique du militantisme féminin antifranquiste (I. ABAD BUIL, *Las mujeres de presos republicanos : movilización política nacida de la represión franquista*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, Documento de Trabajo 2/2004, 2004 ; cité dans A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Miñeros, sirvientas y militantes. Medio siglo de emigración española en Bélgica*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2006).

nombreuses réticences – surtout lorsqu'il s'agit de leurs propres épouses. C'est ainsi que certaines femmes préfèrent ne pas militer dans la même section que leur mari afin d'éviter les disputes<sup>25</sup>.

Les maris ne sont toutefois pas les seuls à faire preuve de réticence. Il est nécessaire de faire référence dans ce cadre à l'influence de la mentalité machiste qui est très prégnante dans la société espagnole de l'époque et qui est favorisée par l'idéologie officielle, réduisant le rôle de la femme à celui d'épouse et de mère – indissociables dans l'Espagne franquiste. L'autorité masculine s'exerce ainsi sur les épouses et les filles, mais également sur les sœurs. Le simple prolongement des réunions en soirée et l'univers majoritairement masculin dans lequel elles se déroulent constituent donc un premier obstacle à l'implication politique des femmes, qui se double de la difficulté – déjà mentionnée – de concilier le militantisme avec les tâches domestiques qui leur incombent principalement<sup>26</sup>.

Dans ce cadre, il est compréhensible que certaines femmes ne se sentent pas à l'aise et préfèrent travailler entre elles, exerçant des activités qui leur sont familières. Certaines prennent toutefois d'emblée leurs distances avec le rôle qui leur est assigné et imposent comme condition à leur militantisme une implication aux côtés des hommes<sup>27</sup>. Il faut souligner que ces dernières sont généralement soutenues par leurs maris qui acceptent – ponctuellement – de prendre en charge le foyer.

#### Perspective intergénérationnelle sur le militantisme des femmes communistes

Il est intéressant de considérer l'implication des femmes au sein du PCE et du FGL dans une perspective intergénérationnelle. La position des femmes de la deuxième génération est en effet à distinguer de la situation des immigrées de la première génération. Elles ont été plus amplement socialisées en Belgique – via l'institution scolaire notamment – et ont connu les événements de Mai 68, ce qui a joué un rôle partiellement émancipateur sur leur trajectoire. Ainsi, malgré la surveillance paternelle qui se maintient, ces femmes développent une relation plus égalitaire avec les garçons de leur âge.

Les femmes de la deuxième génération parviennent à entrer dans les organes de décision du PCE, notamment via leur implication dans l'Unión de las Juventudes Comunistas de España (UJCE, l'organisation de jeunes du PCE). Loin de s'occuper spécifiquement des « questions féminines », certaines prennent d'importantes responsabilités au sein de l'UJCE et en arrivent à constituer de véritables leaders à

<sup>25</sup> María José Sánchez rapporte le cas d'une militante systématiquement traitée d'ignorante par son mari lorsqu'elle prend la parole en réunion (*Histoire du PCE...*, p. 113).

<sup>26</sup> La femme dont le mari milite connaît un surcroît de travail qui est d'autant plus difficile à organiser lorsqu'elle milite également. A partir du moment où la situation devient ingérable – généralement lorsque arrivent les enfants –, force est de constater que c'est la femme, bien souvent, qui entreprend de sacrifier son engagement.

<sup>27</sup> C'est le cas de Carmen Pérez.

Liège. Elles sont ainsi choisies comme représentantes de l'UJCE au niveau du Comité Comarcal de Liège, l'organe de direction local<sup>28</sup>.

Le PCE modifie progressivement sa politique et incite les femmes à s'affilier directement au parti, sans passer par les structures intermédiaires que constituent les comités chargés de la « question féminine ». La proposition, contenue dans le document relatif au XI<sup>e</sup> Congrès du PCE à Liège en 1978, concernant la mise en place de commissions mixtes pour s'occuper de cette question, symbolise les avancées en cours<sup>29</sup>. Parallèlement, dans les clubs FGL, les Comités de Femmes se dissolvent spontanément et le travail s'organise désormais de manière plus collective, sans distinction apparente de genre.

Il est toutefois important de considérer l'évolution de la position des femmes de la deuxième génération par rapport à celle de leurs homologues masculins. Si elles accèdent à Liège à des responsabilités au niveau local, parallèlement les hommes de leur génération endossent des charges au niveau national et supranational<sup>30</sup>. Deux des militants de l'UJCE de Liège entrent même, à l'époque, en clandestinité en Espagne, montant en grade dans la hiérarchie du parti. L'évolution de la situation des femmes de la deuxième génération, qui parviennent à pénétrer les instances de décision du PCE local, est donc peut-être à relativiser à la lumière de l'évolution parallèle de la situation de leurs camarades masculins.

De même, il est intéressant de considérer l'évolution du militantisme féminin par rapport à l'évolution globale de l'implication au sein des FGL et du PCE. Les jeunes de la deuxième génération entreprennent en effet de réorienter partiellement leur action vers le pays d'accueil, notamment via les syndicats<sup>31</sup>. Les leaders féminines de l'UJCE qui empruntent également cette voie se retrouvent cependant confrontées dans le domaine syndical à une situation qui rappelle celle des femmes de la première génération au sein du PCE : il leur est proposé de militer dans des structures syndicales spécifiques et de prendre en charge les questions concernant les problèmes des femmes. Il est ainsi arrivé à l'une d'entre elles, Esmeralda Cué, de se voir demander d'échanger un poste auquel elle avait accédé par la voie des élections contre un « mandat femme ». Dès son entrée dans le monde du travail, Esmeralda

<sup>28</sup> Il s'agit notamment de Rachel Cué (entretien réalisé les 21 et 22 avril 2005) et de Nieves Medina.

<sup>29</sup> *XI Conferencia del PCE en Lieja, celebrada los días 18 y 19 de marzo de 1978*, p. 11 ; Document 005-011 CDEE, *Fondo del club García Lorca de Bruselas* (inventaire réalisé en 2001).

<sup>30</sup> Les structures nationales du PCE ne se constituent qu'après 1970 alors que le Comité du PCE dans les pays du Benelux voit le jour en 1973 (M. MOLINA MÁRMOL, *Cara a España... L'immigration espagnole en région liégeoise : histoire et mémoire des clubs Federico García Lorca* (Catalogue de l'exposition à la *Casa de España* à Liège, 8-31 mars 2007), Liège, Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, 2007, p. 42).

<sup>31</sup> Cette implication syndicale – principalement dans les structures de la FGTB – s'est faite au détriment d'une implication au sein du PCB. Cette situation découle des divergences idéologiques entre PCE et PCB – particulièrement avec la section liégeoise du PCB – mais également par la possibilité octroyée d'emblée par le PCB aux organisations communistes étrangères de se structurer de manière indépendante (M. J. SÁNCHEZ, *Histoire du PCE...*, p. 74-77).

Cué s'était impliquée dans l'organisation syndicale ; elle est la première femme à avoir accédé au poste de présidente de la Régionale de Liège pour la Fédération des Métallurgistes (FGTB). Militante à l'UJCE, Esmeralda Cué n'y a jamais occupé de poste à responsabilité.

Il est particulièrement intéressant dans ce cadre de considérer les déclarations de certains hommes de la deuxième génération qui, bien que totalement opposés aux structures spécifiques aux immigrés – et s'étant bien souvent battus contre de telles structures<sup>32</sup> – trouvent cette organisation pertinente pour les femmes.

**Rapports entre militantisme politique et associatif :  
l'implication associative, lieu de passage ou palliatif ?**

Le FGL et le PCE en tant qu'organisations progressistes constituent des lieux particulièrement intéressants pour interroger le militantisme des femmes puisque, pendant longtemps, l'implication politique a été considérée comme une activité typiquement masculine. Le FGL et le PCE, par leurs liens, permettent donc de questionner le rapport entre militantisme politique et associatif des femmes, et le transfuge de l'un vers l'autre.

Pour les immigrés socialisés sous le franquisme et donc généralement dénués de culture politique, le FGL est souvent le premier point de contact avec le militantisme. Ceci est d'autant plus vrai pour les femmes qui fréquentent presque exclusivement les clubs le dimanche, pour accompagner leur mari ou leurs parents, dans le cadre d'une sortie en famille. C'est logiquement dans ce cadre que débute leur implication qui y trouve un double « avantage » : d'une part, elle s'exerce en compagnie des hommes, sous leur regard et donc sous leur contrôle ; d'autre part, en ce qui concerne la gestion du temps, cette activité commence par s'inscrire dans le cadre des loisirs – en l'occurrence, la sortie du dimanche ou les jours de fête.

A travers les Comités de Femmes du FGL, les militantes entrent en contact avec le PCE et sont invitées à s'inscrire au parti. Nous l'avons dit, il s'agit alors généralement pour les femmes de la première génération de prendre en charge les « questions féminines » et non de militer sur un pied d'égalité avec les hommes. C'est une activité plus ponctuelle que celle entreprise par les hommes, qui isole les militantes et les enferme entre elles.

Il semble ainsi que les commissions spécifiques fréquentées par les femmes de la première génération constituent des substituts au militantisme politique. Si ces commissions permettent aux femmes de sortir de la sphère privée dans laquelle elles étaient cantonnées dans le pays d'origine – mais également dans l'émigration – elles les incitent à conserver un rôle traditionnel dans la sphère publique nouvellement investie.

<sup>32</sup> Contrairement à la CSC qui entreprend dès 1947 de mettre en place des structures spécifiques aux immigrés selon le principe de nationalité, la FGTB s'attache longtemps à la conception d'une représentation unitaire des travailleurs. Ce n'est qu'au milieu des années 1960, sous la pression des militants immigrés, que la FGTB crée une structure spécialisée également organisée selon le principe de nationalité. Aucun des syndicalistes espagnols de la deuxième génération que nous avons rencontrés n'a milité dans ces « commissions pour immigrés ».



Une femme exhibe avec fierté sa carte d'adhésion au parti communiste (cliché Archives CFG, Liège).

Bien que pour la plupart des femmes l'implication au FGL joue le rôle de palliatif à une action dans les structures du PCE, les clubs constituent pour beaucoup d'hommes et de femmes des lieux de passage vers le parti. Dans ce dernier, si les femmes sont généralement isolées des hommes, certaines parviennent néanmoins à trouver pleinement leur place.

Il est intéressant de s'arrêter sur les fonctions endossées par les femmes qui refusent un militantisme genré. Il est ainsi significatif de constater que les militantes s'investissent souvent dans l'organisation des cours de langue et culture espagnoles et prennent en charge des tâches relationnelles ou financières au sein du PCE et du FGL. Or, ces tâches relèvent de l'éducation et des activités de gestion du foyer. En ce qui concerne spécifiquement la deuxième génération, qui connaît une méthode de travail collective au sein des clubs FGL, force est de constater que la répartition traditionnelle des activités perdure : les hommes s'occupent des équipes de football et les femmes organisent les cours de danse... De la même façon, dans le cadre de son implication syndicale, Rachel Cué a été désignée comme la « nouvelle Pasionaria »... pour son engagement en faveur de l'accès prioritaire aux garderies pour les femmes travaillant dans les usines !

### Conclusion

Confrontées aux réticences de leur entourage et au poids des charges quotidiennes, les femmes espagnoles éprouvent de nombreuses difficultés pour entreprendre une militance, *a fortiori* si celle-ci s'inscrit dans le cadre de l'univers majoritairement masculin d'un parti politique. Une fois décidées, elles doivent bien souvent faire face à des tentatives visant à les marginaliser, en les invitant à militer dans des structures qui leur sont spécifiquement destinées. Les femmes de la deuxième génération parviennent néanmoins à dépasser ces limitations et à trouver leur place aux côtés des hommes. Il semble cependant que cette réussite revêt un caractère relatif lorsque l'on confronte la trajectoire de ces femmes à celles de leurs homologues masculins qui accèdent à des postes dans des structures supérieures, nouvellement créées. Ceci semblerait confirmer la théorie de l'accès des femmes aux postes délaissés par les hommes, que propose Ana Fernández Asperilla dans le cadre d'une étude concernant la présence des femmes dans le mouvement associatif espagnol à Paris<sup>33</sup> : moins attachées à la valeur prestigieuse des postes, les femmes ont une implication plus régulière et durable que les hommes qui fuient le déclin du mouvement associatif. S'il est nécessaire de souligner que le mouvement associatif espagnol est loin d'avoir disparu, il est vrai qu'il connaît une réorientation importante de ses activités et de ses secteurs d'action, qui constitue une profonde remise en cause.

Quant au PCE, il a longtemps ignoré la problématique du militantisme féminin : comme d'autres thèmes, il ne s'agissait que d'un sujet annexe à la question fondamentale de la lutte antifranquiste. Ce n'est donc qu'après la mort de Franco que le PCE prend conscience qu'il a longtemps « [pensé] en des termes excessivement masculins »<sup>34</sup> et qu'il entreprend de tenir compte des problèmes des femmes cherchant à s'investir politiquement. Le parti organise ainsi le 17 et 18 décembre 1978 une conférence sur cette question.

Il semble cependant que le PCE ne soit pas parvenu à aller au-delà de la constatation des faits. La II<sup>e</sup> conférence du PCE dans le Benelux, célébrée en 1980, se contente ainsi de reprendre les thèmes déjà envisagés lors du XI<sup>e</sup> Congrès du PCE à Liège – problèmes du milieu familial constituant un obstacle au militantisme des femmes, problèmes féminins dans la société bourgeoise, objectifs à court terme pour ouvrir les structures aux femmes, etc. Le parti a cependant rapidement reconnu le rôle central des femmes ne militant pas dans ses structures : « Des dizaines de femmes démontrent chaque jour pas seulement qu'elles sont avec le parti mais aussi que dans la pratique elles agissent comme d'authentiques communistes »<sup>35</sup>. Les « *mujeres de la tortilla* »<sup>36</sup> ont en effet constitué la base de l'organisation de fêtes d'ampleur, qui

<sup>33</sup> A. FERNÁNDEZ ASPERILLA, *Mujeres, emigración española y asociacionismo étnico (París en la segunda mitad del siglo XX)*, Madrid, Fundación Primero de Mayo, Documento de trabajo 3/2006, 2006.

<sup>34</sup> *Libertad para España*, 24 février 1966, p. 2 ; cité dans M.-J. SÁNCHEZ, *Histoire du PCE...*, p. 115.

<sup>35</sup> *Información española*, 2 juin 1968, p. 10, cité dans *Ibid.*

<sup>36</sup> Pour reprendre l'expression de Julie Fernández Fernández, immigrée de la deuxième génération, responsable de la section du *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) de Liège

ont notamment permis au PCE de rassembler des fonds et donc de perpétuer son existence sous la dictature franquiste<sup>37</sup>.

L'analyse proposée ici se base sur l'étude du microcosme que constitue la communauté espagnole fréquentant le PCE et les clubs FGL de Liège. Les quelques observations dégagées ne revêtent donc pas de valeur statistique mais il semble qu'elles puissent être élargies à d'autres contextes. La situation vécue par les femmes communistes espagnoles à Liège paraît d'abord correspondre globalement à celle des femmes ayant milité dans les sections « européennes » du PCE<sup>38</sup>. Mais au-delà, ces réflexions semblent également applicables, *mutatis mutandis*, à la situation des femmes immigrées d'autres nationalités – italiennes, grecques, portugaises, turques – ayant milité dans les associations ethniques de gauche.

et aujourd'hui échevin de l'Etat civil, de la population et de la mairie des quartiers de la ville de Liège.

<sup>37</sup> Le PCE a organisé des fêtes au niveau local, national et européen. Ces dernières – les fêtes des différents journaux du PCE, *Mundo Obrero*, *Horizonte* (l'organe de l'UJCE) et *Libertad* (devenu en 1968 *Información Española*) – se sont généralement déroulées à Bruxelles. Ces fêtes constituent une source importante du financement du parti et lui permettent aussi de capter de nombreux sympathisants attirés par l'ambiance espagnole. Les discours politiques s'y mêlent aux spectacles de danses et de chants régionaux, et les spécialités espagnoles – tortilla, bocadillos de chorizo, cidra – y sont mises à l'honneur. Ces activités constituent donc un lieu de rassemblement de la communauté espagnole qui cherche à recréer l'ambiance du pays d'origine.

<sup>38</sup> Des sections du PCE ont vu le jour dans les différents pays d'accueil de l'émigration espagnole en Europe. Dans chacun de ces pays, le parti a globalement suivi le même *modus operandi*, en créant des associations lui servant de réservoirs de recrutement.